Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2010)

Heft: 1869

Artikel: Comprendre et aider la Grèce : une situation où notre diplomatie économique pourrait être proactive

Autor: Gavillet, André

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1009813

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Comprendre et aider la Grèce

Une situation où notre diplomatie économique pourrait être proactive

André Gavillet (5 mai 2010)

La Grèce expérimente la solidarité, relative, des pays de la zone euro, mais elle subit, durement, l'épreuve d'une monnaie inadaptée à sa situation. La dévaluation lui est interdite. Il lui faut donc agir politiquement et brutalement. L'euro produit les mêmes effets qu'un taux de change fixe, rattaché à l'or. Avant-guerre, la Suisse en a fait l'expérience. Cet épisode de notre histoire devrait nous rendre plus compréhensible la situation grecque et nous inciter à agir en Européens.

Effets de change

Dans les manuels d'économie, il est enseigné que la dévaluation stimule les exportations et aussi le tourisme, et renchérit les importations. En conséquence, bonne pour la balance commerciale!

Mais surtout le maniement politique est plus aisé. Si la dévaluation entraîne une hausse du coût de la vie, la décision de ne pas indexer salaires et rentes sera prise par une multitude d'agents économiques. L'effet sera certes une baisse du pouvoir d'achat, mais la décision sera diffuse. Vouloir obtenir frontalement le même résultat concentre la responsabilité sur le seul pouvoir politique.

1936

La Suisse a vécu lors de la crise de 1933 cette problématique. La Banque nationale possédait déjà des réserves d'or importantes et les milieux bancaires défendaient âprement la parité-or du franc. La politique de déflation était, dans cette logique, ouvertement assumée: baisse de 10% des salaires du personnel fédéral, qu'un référendum fit (provisoirement) échouer. Il fallut la régression catastrophique des exportations et, à l'extérieur, la dévaluation du franc français pour que, brusquement, le Conseil fédéral procède à une dévaluation de 30%, annoncée à la radio par le président de la Confédération, martelant cette évidence rassurante: *«Un franc est toujours un franc»*. Les historiens sont d'avis concordant: cette dévaluation nécessaire fut trop tardive pour déployer tous ses effets de relance stimulante.

SECO

La Grèce n'a aujourd'hui pas le choix. Sa monnaie, c'est l'euro. Elle doit donc assumer de face l'impopularité d'une politique de déflation.

Serait nécessaire, à titre de compensation, de mettre en œuvre parallèlement un plan de relance. Mais par qui serait-il financé? – la dette à honorer et rembourser retenant toutes les énergies.

Interrogé au cours de la *Matinale* de la RSR (2 mai), Jean-Daniel Gerber, secrétaire d'Etat, directeur du SECO, a très clairement fait comprendre qu'il n'était pas question d'une participation suisse au plan de sauvetage. Nous ne sommes pas dans la zone euro, et d'autre part, si on a besoin de nous, on connaît notre adresse.

Cette prudence, cette peur de se faire prendre le bras en engageant le petit doigt ne sont pas acceptables, d'autant que les risques sont limités et que, dans notre propre intérêt bien compris, nous devons souhaiter voir l'euro non pas affaibli mais affermi.

Si l'on admet le diagnostic, à savoir la nécessité pour la Grèce de relancer son économie afin de contrebalancer les coupes et les restrictions, il doit être possible, avec l'appui officiel de la Suisse, d'engager des investissements dont serait assuré le financement. Une garantie fédérale pourrait en consolider la rentabilité. Un rôle modeste pour la Suisse, mais une initiative solidaire, européenne et philhellène.

Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public
p.a. Alex Dépraz – Chemin de Chandieu 10 – CH-1006 Lausanne – CP 10-15527-9 Lausanne